

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 93 — 1573

[C — 27271]

**29 AVRIL 1993. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon relatif à la structure, aux missions et au fonctionnement de la Commission royale des monuments, sites et fouilles de la Région wallonne**

L'Exécutif régional wallon,

Vu le décret du 18 juillet 1991 relatif aux monuments, aux sites et aux fouilles;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence motivée par la nécessité de mettre en place la nouvelle structure de la Commission royale des monuments, sites et fouilles avant de procéder à la désignation des membres de celle-ci qui doit intervenir à brefs délais,

Arrête :

**Article 1er.** Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° le Ministre : le Ministre ayant les monuments, les sites et les fouilles dans ses attributions;

2° l'Administration : la Direction générale de l'Aménagement du Territoire et du Logement du Ministère de la Région wallonne;

3° la Commission : la Commission royale des monuments, sites et fouilles de la Région wallonne.

**Art. 2.** Il est institué pour la Région wallonne une Commission composée d'une chambre régionale et de cinq chambres provinciales pour chacun des territoires suivants : la province de Hainaut, la province de Liège, la province de Luxembourg, la province de Namur et l'arrondissement administratif de Nivelles.

La chambre régionale et les cinq chambres provinciales comprennent chacune trois sections : une section relative aux monuments et aux ensembles architecturaux, une section relative aux sites et une section relative aux fouilles.

**Art. 3.** La Commission est composée de 115 membres au maximum, nommés par l'Exécutif pour un terme de quatre ans renouvelable.

Ne peuvent être nommés membres de la Commission :

— à quelque titre que ce soit, les agents de l'Administration;

— les personnes qui ne comptent pas au moins cinq années d'expérience en matière de monuments, de sites ou de fouilles.

**Art. 4. § 1er.** Le président de la Commission est désigné par l'Exécutif.

Il préside la chambre régionale.

§ 2. L'Exécutif désigne les vice-présidents de la Commission à raison d'un par section, choisi parmi les membres de chacune d'entre elles.

Les vice-présidents font partie de la chambre régionale et en président les sections.

§ 3. En plus du président et des vice-présidents, la chambre régionale est composée du président et de trois membres de chaque chambre provinciale désignés par elles, et de douze spécialistes au maximum possédant des compétences particulières en matière de monuments, de sites et de fouilles.

**Art. 5.** Les chambres provinciales de Liège et du Hainaut se composent chacune de vingt-quatre membres, dont un président désigné par l'Exécutif.

Les chambres provinciales de Namur, du Luxembourg et de l'arrondissement administratif de Nivelles se composent chacune de dix-huit membres, dont un président désigné par l'Exécutif.

L'Exécutif désigne un vice-président par section.

Le président de la chambre provinciale est de plein-droit vice-président d'une section en son sein.

S'il l'estime nécessaire, le président d'une chambre provinciale invite un ou plusieurs des spécialistes visés à l'article 4, § 3, pour assister la chambre provinciale dans l'exercice des missions lui confiées.

**Art. 6.** Il est créé un Bureau de la Commission composé du président, des vice-présidents et des présidents des chambres provinciales.

Le Bureau organise les travaux de la Commission et harmonise les divergences de vues qui pourraient éventuellement survenir entre deux ou plusieurs sections d'une même chambre.

**Art. 7.** Le secrétariat de la chambre régionale est assuré conformément à l'article 4, § 3, du décret du 25 mai 1983 modifiant, en ce qui regarde le Conseil économique régional pour la Wallonie, la loi-cadre du 15 juillet 1970 portant organisation de la planification et de la décentralisation économique et instaurant un Conseil économique et social de la Région wallonne.

Le Conseil économique et social de la Région wallonne désigne à cet effet au sein de son personnel un secrétaire permanent et un secrétaire adjoint.

Le secrétariat des chambres provinciales est assuré par un fonctionnaire du centre extérieur de l'Administration.

**Art. 8.** La Commission est chargée :

1° de donner les avis requis par la législation relatifs à l'inscription ou au retrait d'un bien immobilier sur la liste de sauvegarde, au classement et au déclassement d'un bien immobilier, et à l'autorisation d'effectuer des actes ou des travaux sur un bien immobilier inscrit sur la liste de sauvegarde, classé, situé dans une zone de protection ou localisé dans un site mentionné à l'atlas des sites archéologiques;

Chaque membre de la Commission peut prendre l'initiative d'une procédure de classement ou de déclassement.

2° de donner les avis requis par la législation relatifs à la matière des fouilles;

3° si l'Administration l'estime utile, de donner un avis sur l'autorisation d'effectuer des actes ou des travaux sur tout bien immobilier présentant un intérêt patrimonial, notamment sur ceux repris à l'inventaire du patrimoine monumental;

4° d'accompagner l'Administration dans le suivi des chantiers;

5° d'adresser au Ministre des recommandations générales en matière de politique du patrimoine, relatives plus particulièrement à la sensibilisation de l'opinion publique à la protection du patrimoine.

**Art. 9.** Les avis de la Commission sont rendus par la chambre régionale lorsqu'il s'agit de donner un avis dans le cadre d'une procédure de classement ou de déclassement engagée à l'égard de tout bien immobilier, de donner un avis sur l'autorisation d'effectuer des actes, des travaux, des fouilles ou des sondages sur tout bien inscrit sur la liste du patrimoine exceptionnel de la Région wallonne, de donner un avis sur le programme annuel des sondages et des fouilles de l'Administration, sur la reconnaissance de fouilles de statut régional, sur le caractère d'utilité publique de fouilles et sur l'expropriation de sites, sur l'octroi des habilitations pour les fouilles de sauvetage et les sondages, et d'exercer toutes les autres compétences visées à l'article 8 du présent arrêté sans préjudice de l'article 10.

**Art. 10.** Les avis de la Commission sont rendus par la chambre provinciale compétente lorsqu'il s'agit de donner un avis :

— sur l'inscription ou le retrait d'un bien immobilier sur la liste de sauvegarde;

— sur l'autorisation d'effectuer des actes ou des travaux sur un bien immobilier inscrit sur la liste de sauvegarde, classé, situé dans une zone de protection ou localisé dans un site mentionné à l'atlas des sites archéologiques pour autant qu'il ne soit pas inscrit sur la liste du patrimoine exceptionnel de la Région wallonne;

— si l'Administration l'estime utile, sur l'autorisation d'effectuer des actes ou des travaux sur un bien immobilier présentant un intérêt patrimonial;

— sur les demandes ou le retrait d'autorisation de fouilles ou de sondages, pour autant qu'elle ne se rapporte pas à un bien inscrit sur la liste du patrimoine exceptionnel de la Région wallonne.

Si elle l'estime nécessaire, la chambre provinciale compétente est également chargée de suivre les chantiers relatifs aux biens immobiliers pour lesquels elle a rendu un avis, en collaboration avec l'Administration.

**Art. 11.** La Commission rend son avis dans un délai ne dépassant pas, dès la réception du dossier :

— trente jours lorsqu'il porte sur l'inscription ou le retrait d'un bien immobilier sur la liste de sauvegarde, sur l'autorisation d'effectuer des actes ou des travaux sur un bien immobilier situé dans une zone de protection, localisé dans un site mentionné à l'atlas des sites archéologiques ou présentant un intérêt patrimonial, sur une demande ou un retrait d'autorisation de fouilles ou sur le caractère d'utilité publique de fouilles et l'expropriation de sites;

— soixante jours lorsqu'il porte sur une procédure de classement ou de déclassement d'un bien immobilier, sur l'autorisation d'effectuer des actes ou des travaux sur un bien immobilier inscrit sur la liste de sauvegarde ou classé, pour autant qu'il ne soit pas inscrit sur la liste du patrimoine exceptionnel de la Région wallonne, sur le programme annuel des sondages et des fouilles de l'Administration, sur l'octroi des habilitations pour les fouilles de sauvetage et les sondages ou sur la reconnaissance de fouilles de statut régional;

— soixante jours lorsqu'il porte sur toute procédure relative à un bien inscrit sur la liste du patrimoine exceptionnel de la Région wallonne.

La Commission est censée rendre un avis favorable si elle ne se prononce pas dans le délai requis à l'alinéa précédent.

**Art. 12.** Le président de la chambre compétente reçoit les demandes d'avis.

Il présente les avis et les rapports au nom de la Commission.

**Art. 13.** La Commission se réunit en séance plénière au moins une fois par an.

**Art. 14.** Les chambres et les sections ne délibèrent valablement que si au moins la majorité des membres régulièrement convoqués est présente.

A défaut, il est convoqué une nouvelle réunion qui se tient dans les huit jours avec le même ordre du jour et où le quorum de présence requis à l'alinéa précédent n'est plus nécessaire pour délibérer.

**Art. 15.** Les décisions sont acquises à la majorité absolue des membres présents.

En cas de partage des voix, celle du président ou du vice-président dirigeant les travaux est prépondérante.

Il est dressé procès-verbal des réunions.

**Art. 16.** Tout membre régulièrement convoqué qui s'abstient d'assister à trois réunions consécutives sans faire valoir de motif légitime est démissionnaire de plein-droit.

Sur proposition du Ministre, l'Exécutif pourvoit à son remplacement.

**Art. 17.** Lorsqu'un membre est remplacé avant l'échéance du terme de quatre ans, celui qui le remplace achève son mandat.

**Art. 18.** Assistent de droit, avec voix consultative, aux réunions des chambres régionales et provinciales, des sections et du bureau, le secrétaire concerné ainsi que l'Administration ou la personne qu'elle désigne.

**Art. 19.** Le Ministre fixe le budget de fonctionnement de la Commission ainsi que le montant et les conditions d'octroi ou de remboursement des indemnités, jetons de présence et frais de séjour et de parcours des membres.

**Art. 20.** Chaque chambre établit, sous la responsabilité de son président, un rapport annuel de ses activités en individualisant celles de chacune de ses sections.

Le rapport annuel de la Commission comprend l'ensemble des rapports annuels; il est établi sous la responsabilité du président de la Commission et adressé par ce dernier à l'Exécutif avant le 31 mai de l'année qui suit.

**Art. 21.** Chaque chambre de la Commission peut solliciter de la part de toute administration publique les informations nécessaires à l'exercice de ses compétences et de ses missions.

Elle peut solliciter, par la voie hiérarchique, la présence d'un agent de l'Administration au cours de ses réunions. Elle peut inviter toute autre personne à faire état de questions particulières.

**Art. 22.** Les membres de la Commission, les personnes invitées et les membres du secrétariat sont tenus au devoir de réserve et à la discrétion quant aux initiatives prises et aux avis rendus et quant aux débats qui en ont précédé l'adoption.

Les membres de la Commission ne peuvent être en même temps membre de plusieurs chambres provinciales, membre de plusieurs sections au sein de la même chambre ou membre de la Commission des monuments, sites et fouilles d'une autre Région.

L'Exécutif peut, sur avis de la Commission et sur proposition du Ministre, conférer le titre de membre honoraire aux anciens membres qui ont siégé pendant plus de sept années au sein de la Commission.

**Art. 23.** La Commission établit son règlement d'ordre intérieur, approuvé par l'Exécutif.

Le règlement d'ordre intérieur détermine le nombre de membres affectés dans chaque section des chambres régionales et provinciales.

**Art. 24.** L'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 22 février 1990 relatif aux attributions, à l'organisation, à la composition et au règlement d'ordre intérieur de la Commission royale des monuments, sites et fouilles de la Région wallonne est abrogé.

**Art. 25.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 26.** Le Ministre de l'Aménagement du Territoire est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 29 avril 1993.

Le Président de l'Exécutif,  
chargé de l'Economie, des P.M.E et des Relations extérieures,

G. SPITAELS

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Budget,

R. COLLIGNON

#### ÜBERSETZUNG

#### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 93 — 1573

[C — 27271]

**29. APRIL 1993 — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive über die Struktur, die Aufgaben und die Arbeitsweise der Königlichen Kommission für Denkmäler, Landschaften und Ausgrabungen der Wallonischen Region**

Aufgrund des Dekrets vom 18. Juli 1991 über Denkmäler, Landschaften und Ausgrabungen;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, abgeändert durch die Gesetze vom 9. August 1980, 16. Juni 1989 und 4. Juli 1989;

Aufgrund der Dringlichkeit, begründet durch die Notwendigkeit, die Königliche Kommission für Denkmäler, Landschaften und Ausgrabungen mit der neuen Struktur zu versehen, bevor die bevorstehende Benennung der Mitglieder dieser Kommission vorgenommen wird,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

**Artikel 1.** Im Sinne dieses Erlasses ist :

1. der Minister : der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Denkmäler, die Landschaften und die Ausgrabungen gehören,

2. die Verwaltung : die Generaldirektion der Raumordnung und des Wohnungswesens des Ministeriums der Wallonischen Region

3. die Kommission : die Königliche Kommission für Denkmäler, Landschaften und Ausgrabungen der Wallonischen Region.

**Art. 2.** Für die Wallonische Region wird eine Kommission errichtet, die aus einer Regionalkammer und aus fünf Provinzialkammern für jedes der folgenden Gebiete besteht : die Provinz Hennegau, die Provinz Lüttich, die Provinz Luxemburg, die Provinz Namur und den Verwaltungsbezirk Nivelles.

Die Regionalkammer und die fünf Provinzialkammern umfassen je drei Abteilungen : eine Abteilung für Denkmäler und architektonische Gefüge, eine Abteilung für Landschaften und eine Abteilung für Ausgrabungen.

**Art. 3.** Die Kommission besteht aus höchstens 115 Mitgliedern, die die Exekutive für eine verlängerbare Amtszeit von vier Jahren ernannt werden.

Folgende Personen dürfen nicht zu Mitgliedern der Kommission ernannt werden :

— die Bediensteten der Verwaltung, und zwar in gleich welcher Eigenschaft auch immer;

— Personen, die nicht mindestens eine fünfjährige Erfahrung in Sachen Denkmäler, Landschaften oder Ausgrabungen aufweisen.

**Art. 4. § 1.** Der Vorsitzende der Kommission wird von der Exekutive benannt.

Er führt den Vorsitz der Regionalkammer.

§ 2. Die Exekutive benennt pro Abteilung einen stellvertretenden Vorsitzenden der Kommission, der unter ihren jeweiligen Mitgliedern gewählt wird.

Die stellvertretenden Vorsitzenden gehören zur Regionalkammer und führen den Vorsitz der Abteilungen dieser Kammer.

§ 3. Neben dem Vorsitzenden und den stellvertretenden Vorsitzenden umfaßt die Regionalkammer den Vorsitzenden und drei Mitglieder jeder Provinzialkammer, die von dieser benannt werden, und höchstens zwölf Spezialisten, die besondere Kenntnisse auf dem Gebiet der Denkmäler, Landschaften und Ausgrabungen haben.

**Art. 5.** Die Provinzialkammern von Lüttich und von Hennegau bestehen jeweils aus vierundzwanzig Mitgliedern, darunter einem Vorsitzenden, der von der Exekutive bestimmt wird.

Die Provinzialkammern von Namur, Luxemburg und des Verwaltungsbezirks Nivelles bestehen jeweils aus achtzehn Mitgliedern, darunter einem Vorsitzenden, der von der Exekutive bestimmt wird.

Die Exekutive bestimmt einen stellvertretenden Vorsitzenden je Abteilung.

Der Vorsitzende der Provinzialkammer ist von Rechts wegen stellvertretender Vorsitzender einer ihrer Abteilungen.

Wenn der Vorsitzende einer Provinzialkammer es für notwendig hält, lädt er einen oder mehrere der in Artikel 4 § 3 erwähnten Spezialisten ein, damit er bzw. sie der Provinzialkammer bei der Erfüllung der ihr anvertrauten Aufgaben beisteht bzw. beistehen.

**Art. 6.** Es wird ein Präsidium der Kommission errichtet, das den Vorsitzenden, die stellvertretenden Vorsitzenden und die Vorsitzenden der Provinzialkammern umfaßt.

Das Präsidium plant die Arbeiten der Kommission und gleicht die Meinungsverschiedenheiten, die eventuell zwischen zwei oder mehreren Abteilungen der gleichen Kammer auftauchen könnten, aus.

**Art. 7.** Die Sekretariatsgeschäfte der Regionalkammer werden gemäß Artikel 4 § 3 des Dekrets vom 25. Mai 1983 zur Abänderung, was den Regionalen Wirtschaftsrat für Wallonien betrifft, des Rahmengesetzes vom 15. Juli 1970 zur Organisation der Planung und der wirtschaftlichen Dezentralisierung und zur Einführung eines Wirtschafts- und Sozialrates der Wallonischen Region wahrgenommen.

Zu diesem Zweck bestimmt der Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonischen Region einen Ständigen Sekretär und einen Beigeordneten Sekretär unter seinem Personal.

Die Sekretariatsgeschäfte der Provinzialkammern werden vor einem Beamten der Außenstelle der Verwaltung wahrgenommen.

**Art. 8.** Die Kommission hat den Auftrag :

1. die durch die Rechtsvorschriften geforderten Gutachten abzugeben in bezug auf die Eintragung eines unbeweglichen Gutes in die Schutzliste bzw. die Streichung von dieser Liste, auf die Unterschutzstellung eines unbeweglichen Gutes und auf den Widerruf der Unterschutzstellung eines unbeweglichen Gutes und auf die Genehmigung von Akten oder Arbeiten auf einem unbeweglichen Gut, das in die Schutzliste eingetragen ist, unter Denkmal- bzw. Landschaftsschutz steht, in einer Schutzzone bzw. in einer im Atlas der archäologischen Stätten aufgeführten Stätte gelegen ist.

Jedes Mitglied der Kommission kann die Initiative ergreifen, ein Verfahren zur Unterschutzstellung bzw. zum Widerruf einer Unterschutzstellung einzuleiten;

2. die durch die Rechtsvorschriften geforderten Gutachten in bezug auf Ausgrabungen abzugeben;

3. wenn die Verwaltung es für nützlich hält, ein Gutachten abzugeben über die Genehmigung von Akten oder Arbeiten auf sämtlichen unbeweglichen Gütern, die vom Erbe her interessant sind, insbesondere auf denjenigen, die im Verzeichnis des Denkmalerbes vermerkt sind;

4. die Verwaltung bei der technischen Überwachung der Baustellen zu begleiten;

5. allgemeine Empfehlungen in Zusammenhang mit der Politik des Erbes, insbesondere mit der Sensibilisierung der Öffentlichkeit für den Schutz des Erbes, an den Minister zu richten.

**Art. 9.** Die Gutachten der Kommission werden von der Regionalkammer abgegeben, wenn es darum geht, ein Gutachten abzugeben im Rahmen eines Verfahrens zur Unterschutzstellung bzw. zum Widerruf der Unterschutzstellung eines unbeweglichen Gutes, ein Gutachten abzugeben über die Genehmigung von Akten, von Arbeiten, von Ausgrabungen oder von Sondierungen auf Gütern, die auf der Liste des außergewöhnlichen Erbes der Wallonischen Region stehen, ein Gutachten abzugeben über das Jahresprogramm der Sondierungen und der Ausgrabungen der Verwaltung, über die Anerkennung von Ausgrabungen als Ausgrabungen mit regionalem Status, über die Gemeinnützigkeit von Ausgrabungen und über die Enteignung von Geländen, über die Erteilung der Ermächtigungen für die Rettungsausgrabungen und die Sondierungen, und alle anderen Zuständigkeiten im Sinne von Artikel 8 dieses Erlasses unbeschadet von Artikel 10 auszuüben.

**Art. 10.** Die Gutachten der Kommission werden von der zuständigen Provinzialkammer abgegeben, wenn es darum geht, ein Gutachten abzugeben :

— über die Eintragung eines unbeweglichen Gutes in die Schutzliste bzw. die Streichung eines unbeweglichen Gutes von dieser Liste;

— über die Genehmigung von Akten oder Arbeiten auf einem unbeweglichen Gut, das in der Schutzliste eingetragen ist, unter Denkmal- bzw. Landschaftsschutz steht, in einer Schutzzone bzw. in einer im Atlas der archäologischen Stätten aufgeführten Stätte gelegen ist, sofern dieses Gut nicht auf der Liste des außergewöhnlichen Erbes der Wallonischen Region steht;

— wenn die Verwaltung es für nützlich hält, über die Genehmigung von Akten oder Arbeiten auf einem unbeweglichen Gut, das vom Erbe her interessant ist;

— über die Anträge auf Genehmigung von Ausgrabungen bzw. Sondierungen oder über den Entzug dieser Genehmigung, sofern es nicht um ein Gut geht, das auf der Liste des außergewöhnlichen Erbes der Wallonischen Region steht.

Wenn die zuständige Provinzialkammer es für nötig hält, ist sie ebenfalls beauftragt, die Baustellen in bezug auf die unbeweglichen Güter, für die sie ein Gutachten abgegeben hat, in Zusammenarbeit mit der Verwaltung technisch zu überwachen.

**Art. 11.** Nach Eingang der Akte gibt die Kommission ihr Gutachten ab binnen einer Frist von höchstens :

— dreißig Tagen, wenn es um die Eintragung eines unbeweglichen Gutes in die Schutzliste bzw. die Streichung eines unbeweglichen Gutes von dieser Liste, um die Genehmigung von Akten oder Arbeiten auf einem unbeweglichen Gut, das in einer Schutzzone bzw. in einer im Atlas der archäologischen Stätten aufgeführten Stätte gelegen ist oder das vom Erbe her interessant ist, um einen Antrag auf Genehmigung von Ausgrabungen bzw. um den Entzug dieser Genehmigung oder um die Gemeinnützigkeit von Ausgrabungen und die Enteignung von Geländen geht;

— sechzig Tagen, wenn es um ein Verfahren zur Unterschutzstellung bzw. zum Widerruf der Unterschutzstellung eines unbeweglichen Gutes, um die Genehmigung von Akten oder Arbeiten auf einem in der Schutzliste eingetragenen und unter Schutz gestellten unbeweglichen Gut, sofern es nicht auf der Liste des außergewöhnlichen Erbes der Wallonischen Region steht, um das Jahresprogramm der Sondierungen und der Ausgrabungen der Verwaltung, um die Erteilung der Ermächtigungen für die Rettungsausgrabungen und die Sondierungen oder um die Anerkennung von Ausgrabungen als Ausgrabungen mit regionalem Status geht;

— sechzig Tagen, wenn es um ein Verfahren in bezug auf ein Gut geht, das auf der Liste des außergewöhnlichen Erbes der Wallonischen Region steht.

Wenn die Kommission binnen der im vorangehenden Absatz verlangten Frist kein Gutachten abgegeben hat, geht man davon aus, daß es günstig ist.

**Art. 12.** Der Vorsitzende der zuständigen Kammer nimmt die Gutachten entgegen.

Er legt die Gutachten und Berichte im Namen der Kommission vor.

**Art. 13.** Die Kommission tagt mindestens einmal im Jahr in Plenarsitzung.

**Art. 14.** Die Beschlüsse der Kammern und der Abteilungen sind nur gültig, wenn mindestens die Mehrheit der ordnungsgemäß einberufenen Mitglieder anwesend ist.

Ist die erforderliche Anzahl nicht erreicht, wird binnen acht Tagen eine neue Versammlung mit der gleichen Tagesordnung einberufen, bei der die Beschlüsse ungeachtet der im vorangehenden Absatz verlangten Anzahl anwesender Mitglieder gültig sind.

**Art. 15.** Die Beschlüsse werden mit der absoluten Mehrheit der anwesenden Mitglieder gefaßt.

Bei Stimmgleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden bzw. des stellvertretenden Vorsitzenden, der die Arbeiten leitet, ausschlaggebend.

Über die Sitzungen wird ein Protokoll aufgenommen.

**Art. 16.** Jedes ordnungsgemäß einberufene Mitglied, das drei aufeinanderfolgenden Sitzungen fernbleibt, ohne einen triftigen Grund anzugeben, scheidet von Rechts wegen aus.

Die Exekutive sorgt auf Vorschlag des Ministers für seine Ersetzung.

**Art. 17.** Wenn ein Mitglied vor Ablauf der vierjährigen Amtszeit ersetzt wird, wird sein Mandat von der Person beendet, die dieses Mitglied ersetzt.

**Art. 18.** Der betreffende Sekretär sowie die Verwaltung bzw. die Person, die diese bestimmt, nehmen von Rechts wegen mit beratender Stimme an den Sitzungen der Regional- und Provinzialkammern, der Abteilungen und des Präsidiums teil.

**Art. 19.** Der Minister bestimmt den Verwaltungshaushaltsplan der Kommission sowie den Betrag und die Bedingungen für die Gewährung bzw. Rückerstattung der Vergütungen, Anwesenheitsgelder und Aufenthalts- und Fahrtkosten der Mitglieder.

**Art. 20.** Jede Kammer erstellt unter der Verantwortlichkeit ihres Vorsitzenden einen Jahresbericht über ihre Tätigkeiten, wobei sie die Tätigkeiten jeder ihrer Abteilungen individuell behandelt.

Der Jahresbericht der Kommission umfaßt alle Jahresberichte; er wird unter der Verantwortlichkeit des Vorsitzenden der Kommission erstellt, und letzterer schickt ihn vor dem 31. Mai des darauffolgenden Jahres der Exekutive zu.

**Art. 21.** Jede Kammer der Kommission kann bei jeder öffentlichen Verwaltung die zur Ausübung ihrer Befugnisse und zur Erfüllung ihrer Aufträge erforderlichen Auskünfte anfordern.

Sie kann auf dem Dienstweg die Anwesenheit eines Bediensteten der Verwaltung während ihrer Versammlungen beantragen. Sie kann jede andere Person auffordern, besondere Fragen vorzubringen.

**Art. 22.** Die Mitglieder der Kommission, die eingeladenen Personen und die Mitglieder des Sekretariats unterliegen der Schweigepflicht und sind zur Diskretion gehalten, was die ergriffenen Initiativen und die abgegebenen Gutachten sowie die vor deren Annahme erfolgten Beratungen angeht.

Ein Mitglied der Kommission darf nicht gleichzeitig Mitglied mehrerer Provinzialkammern, Mitglied mehrerer Abteilungen der gleichen Kammer oder Mitglied der Kommission für Denkmäler, Landschaften und Ausgrabungen einer anderen Region sein.

Der Exekutive kann früheren Mitgliedern, die mehr als sieben Jahre in der Kommission getagt haben, auf das Gutachten der Kommission hin und auf Vorschlag des Ministers den Titel eines Ehrenmitglieds verleihen.

**Art. 23.** Die Kommission gibt sich ihre Geschäftsordnung, die von der Exekutive genehmigt wird.

Die Geschäftsordnung bestimmt die Anzahl Mitglieder, die in jeder Abteilung der Regional- und Provinzialkammern eingesetzt wird.

**Art. 24.** Der Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 22. Februar 1990 über die Befugnisse, die Organisation, die Zusammensetzung und die Geschäftsordnung der Königlichen Kommission für Denkmäler, Landschaften und Ausgrabungen der Wallonischen Region wird aufgehoben.

**Art. 25.** Vorliegender Erlaß tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

**Art. 26.** Der Minister der Raumordnung ist mit der Durchführung vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 29. April 1993

Der Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive, beauftragt mit der Wirtschaft,  
den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,

G. SPITAEELS

Der Minister der Raumordnung,  
des Wohnungswesens und des Haushalts,

R. COLLIGNON

—  
VERTALING

#### MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 93 — 1573

**29 APRIL 1993. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve betreffende de structuur, de opdrachten en de werking van de Koninklijke Commissie voor Monumenten, Landschappen en Opgravingen van het Waalse Gewest**

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op het decreet van 18 juli 1991 betreffende de monumenten, landschappen en opgravingen;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door het feit dat de nieuwe structuur van de Koninklijke Commissie voor Monumenten, Landschappen en Opgravingen tot stand dient te komen vóór de aanduiding van haar leden, die zo spoedig mogelijk dient te gebeuren,

Besluit

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° de minister : de minister tot wiens bevoegdheden de monumenten, de landschappen en de opgravingen behoren;

2° het Bestuur : de « direction générale de l'Aménagement du Territoire et du Logement » (Algemene Directie Ruimtelijke Ordening en Huisvesting) van het Ministerie van het Waalse Gewest;

3° de Commissie : de Koninklijke Commissie voor Monumenten, Landschappen en Opgravingen van het Waalse Gewest.

**Art. 2.** Er wordt voor het Waalse Gewest een commissie ingesteld die bestaat uit één gewestelijke kamer en uit vijf provinciale kamers voor elk van volgende grondgebieden : de provincie Henegouwen, de provincie Luik, de provincie Luxemburg, de provincie Namen en het administratief arrondissement van Nijvel.

De gewestelijke kamer en de vijf provinciale kamers bestaan elk uit drie afdelingen : een afdeling monumenten en architecturale gehelen, een afdeling landschappen en een afdeling opgravingen.

**Art. 3.** De commissie is samengesteld uit maximum 115 leden die door de Executieve voor een hernieuwbare termijn van vier jaar worden benoemd.

Mogen niet tot lid van de commissie worden benoemd :

- de ambtenaren van het Bestuur, in welke hoedanigheid dan ook;
- de personen met minder dan vijf jaar ervaring inzake monumenten, landschappen en opgravingen.

**Art. 4. § 1.** De voorzitter van de commissie wordt door de Executieve aangeduid.

Hij zit de gewestelijke kamer voor.

§ 2. De Executieve wijst de ondervoorzitters van de commissie aan onder de leden van elke afdeling, en namelijk één per afdeling.

De ondervoorzitters maken deel uit van de gewestelijke kamer en zitten de afdelingen ervan voor.

§ 3. Naast de voorzitter en de ondervoorzitters bestaat de gewestelijke kamer uit de voorzitter en drie leden van elke provinciale kamer die door die kamers worden aangeduid alsmede uit maximum twaalf deskundigen die een bijzondere bekwaamheid vertonen inzake monumenten, landschappen en opgravingen.

**Art. 5.** De provinciale kamers van Luik en Henegouwen zijn elk samengesteld uit vierentwintig leden, onder wie één door de Executieve aangeduide voorzitter.

De provinciale kamers van Namen, Luxemburg en van het administratief arrondissement van Nijvel zijn elk samengesteld uit achttien leden, onder wie één door de Executieve aangeduide voorzitter.

De Executieve duidt één ondervoorzitter per afdeling aan.

De voorzitter van de provinciale kamer is van rechtswege ondervoorzitter van een afdeling in haar midden.

Indien hij het nodig acht, verzoekt de voorzitter één of verschillende van de in artikel 4, § 3, bedoelde deskundigen de provinciale kamer bij te staan bij het vervullen van de haar toevertrouwde taken.

**Art. 6.** Er wordt een commissiebureau ingesteld dat samengesteld is uit de voorzitter, de ondervoorzitters en de voorzitters van de provinciale kamers.

Het bureau organiseert de werkzaamheden van de commissie en brengt de uiteenlopende meningen die eventueel tussen twee of meerdere afdelingen van eenzelfde kamer zouden kunnen ontstaan, met elkaar in overeenstemming.

**Art. 7.** Het secretariaat van de gewestelijke kamer wordt waargenomen overeenkomstig artikel 4, § 3, van het decreet van 25 mei 1983 tot wijziging, wat de Economische Raad van het Waalse Gewest betreft, van de kaderwet van 15 juli 1970 houdende organisatie van de planning en de economische decentralisatie en tot oprichting van een Economische en Sociale Raad van het Waalse Gewest.

De Economische en Sociale Raad van het Waalse Gewest wijst daartoe een vaste secretaris en twee adjunct-secretarissen aan onder de leden van zijn personeel.

Het secretariaat van de provinciale kamers wordt waargenomen door een ambtenaar van het buitencentrum van het Bestuur.

**Art. 8.** De commissie wordt ermee belast :

1° de door de wetgeving vereiste adviezen te geven over de schrapping of de inschrijving van een onroerend goed op de beschermingslijst, de klassering of de deklassering ervan en over de machtiging tot het verrichten van handelingen of het uitvoeren van werkzaamheden op een op de beschermingslijst ingeschreven geklasseerd onroerend goed gelegen in een beschermingsgebied of in een landschap dat vermeld staat in de atlas van de archeologische landschappen.

Elk lid van de commissie mag het initiatief nemen om een procedure inzake klassering of deklassering aan te gaan;

2° de door de wetgeving vereiste adviezen inzake opgravingen te geven;

3° indien het Bestuur het nodig acht, een advies te geven over de machtiging tot het verrichten van handelingen en het uitvoeren van werkzaamheden op alle onroerende goederen met een patrimoniaal karakter, met name op degene die in de inventaris van het monumentenerfgoed voorkomen;

4° het Bestuur bij de follow-up van de werkzaamheden bij te staan;

5° algemene aanbevelingen inzake erfgoedbeleid aan de Minister te richten, meer bepaald om de publieke opinie bewust te maken van de erfgoedbescherming.

**Art. 9.** De adviezen van de commissie worden door de gewestelijke kamer uitgebracht wanneer een advies dient te worden gegeven in het kader van een voor eender welk onroerend goed aangevane klasserings- of deklasseringsprocedure, wanneer een advies dient te worden gegeven over de vergunning om handelingen te verrichten of werkzaamheden, opgravingen of peilingen uit te voeren op ieder op de lijst van het uitzonderlijke erfgoed van het Waalse Gewest ingeschreven goed, wanneer een advies dient te worden gegeven over het jaarlijkse peilingen- en opgravingenprogramma van het Bestuur, over de erkenning van opgravingen met een gewestelijk statuut, het openbaar nut van opgravingen, de onteigening van landschappen, de toekenning van bevoegdverklaringen voor reddingsopgravingen en peilingen en wanneer alle andere in artikel 8 van dit besluit bedoelde bevoegdheden onverminderd artikel 10 dienen uitgeoefend te worden.

**Art. 10.** De adviezen van de commissie worden door de provinciale kamer uitgebracht wanneer een advies dient te worden gegeven :

— over de schrapping of de inschrijving van een onroerend goed op de beschermingslijst;

— over de vergunning om handelingen te verrichten of werkzaamheden uit te voeren op een op de beschermingslijst ingeschreven geklasseerd onroerend goed gelegen in een beschermingsgebied of in een landschap dat vermeld staat in de atlas van de archeologische landschappen, voor zover het niet voorkomt op de lijst van het uitzonderlijke erfgoed van het Waalse Gewest;

— indien het Bestuur het nodig acht, over de vergunning om handelingen te verrichten of werkzaamheden uit te voeren op ieder onroerend goed met een patrimoniaal karakter;

— over de vergunningsaanvragen of de intrekking van een vergunning tot opgravingen of peilingen, voor zover ze geen betrekking heeft op een op de lijst van het uitzonderlijke erfgoed van het Waalse Gewest ingeschreven goed.

Indien de provinciale kamer het nodig acht, kan ze ook belast worden met de follow-up van de werkzaamheden met betrekking tot de onroerende goederen waarover ze in samenwerking met het Bestuur een advies heeft uitgebracht.

**Art. 11.** De commissie brengt haar advies uit binnen een termijn die na ontvangst van het dossier niet langer is dan :

— dertig dagen wanneer het advies betrekking heeft op de schrapping of de inschrijving van een onroerend goed op de beschermingslijst, op de vergunning om handelingen te verrichten of werkzaamheden uit te voeren op een in een beschermingsgebied of in een landschap gelegen onroerend goed dat in de atlas van de archeologische landschappen voorkomt of dat een patrimonieel karakter vertoont, op een vergunningsaanvraag of een intrekking van een vergunning tot opgravingen of op het openbare nut van opgravingen en de onteigening van landschappen;

— zestig dagen wanneer het advies betrekking heeft op de klasserings- of deklasseringsprocedure van een onroerend goed, op de vergunning om handelingen te verrichten of werkzaamheden uit te voeren op een op de beschermingslijst ingeschreven of geklasseerd onroerend goed voor zover het niet op de lijst van het uitzonderlijke erfgoed van het Waalse Gewest voorkomt, op het jaarlijkse peilingen- en opgravingenprogramma van het Bestuur, op de toekenning van bevoegdverklaringen voor reddingsopgravingen en peilingen of op de erkenning van opgravingen met een gewestelijk statuut;

— zestig dagen wanneer het advies betrekking heeft op iedere procedure in verband met een op de lijst van het uitzonderlijke erfgoed van het Waalse Gewest ingeschreven onroerend goed.

De commissie wordt geacht een gunstig advies uit te brengen indien ze zich niet binnen de in het vorige lid vastgestelde termijn uitspreekt.

**Art. 12.** De voorzitter van de bevoegde kamer ontvangt de adviesaanvragen.

Hij legt de adviezen en de verslagen namens de commissie voor.

**Art. 13.** De commissie komt minstens één keer per jaar in plenaire vergadering bijeen.

**Art. 14.** De kamers en de afdelingen beraadslagen slechts op geldige wijze indien minstens de meerderheid van de regelmatig opgeroepen leden aanwezig is.

Zo niet wordt binnen acht dagen een nieuwe vergadering bijeengeroepen met dezelfde dagorde waarbij het in het vorige lid vastgestelde aanwezigheidsquorum niet meer vereist is om te beraadslagen.

**Art. 15.** De beslissingen gelden bij volstreekte meerderheid der aanwezige leden.

In geval van staking van stemmen is die van de voorzitter of van de ondervoorzitter die de werken leidt, beslissend.

Er wordt een proces-verbaal van de vergaderingen opgemaakt.

**Art. 16.** Ieder regelmatig opgeroepen lid dat zonder wettige redenen drie opeenvolgende vergaderingen mist, wordt van rechtswege ontslagnemer verklaard.

Op voordracht van de Minister voorziet de Executieve in zijn vervanging.

**Art. 17.** Wanneer een lid vervangen wordt vóór het vervallen van de termijn van vier jaar, wordt zijn mandaat door zijn vervanger beëindigd.

**Art. 18.** De vergaderingen van de gewestelijke en provinciale kamers, van de afdelingen en van het Bureau worden van rechtswege en met raadgevende stem bijgewoond door de betrokken secretaris alsmede door het Bestuur of de door het Bestuur aangeduide persoon.

**Art. 19.** De Minister stelt de begroting met betrekking tot de werking van de commissie vast alsmede het bedrag en de toekennings- of terugbetalingsvoorwaarden van de vergoedingen, presentiegelden, reis- en verblijfkosten van de leden.

**Art. 20.** Iedere kamer maakt onder de verantwoordelijkheid van zijn voorzitter een jaarlijks verslag op van haar activiteiten, waarbij per afdeling een onderscheid wordt gemaakt.

Het jaarlijkse verslag van de commissie omvat het geheel van de jaarlijkse verslagen; het wordt onder de verantwoordelijkheid van de voorzitter van de commissie opgemaakt en vóór 31 mei van het volgende jaar door hem naar de Executieve gestuurd.

**Art. 21.** Iedere kamer van de commissie kan elk openbaar Bestuur verzoeken de nodige inlichtingen voor de uitoefening van haar bevoegdheden en opdrachten te verstrekken.

Ze kan langs hiërarchische weg verzoeken om de aanwezigheid van een ambtenaar van het Bestuur op haar vergaderingen. Ze kan elke andere persoon uitnodigen om bijzondere problemen aan de orde te stellen.

**Art. 22.** De leden van de commissie, de uitgenodigde personen en de leden van het secretariaat zijn gehouden aan de plicht van omzichtigheid en tot de bescheidenheid inzake de genomen initiatieven en de uitgebrachte adviezen en inzake de debatten die aan de goedkeuring ervan voorafgegaan zijn.

Niemand mag tegelijkertijd lid zijn van meerdere provinciale kamers, van meerdere afdelingen binnen dezelfde kamer of van de Commissie voor Monumenten, Landschappen en Opgravingen van een ander Gewest.

De Waalse Gewestexecutieve kan, op advies van de commissie en op voordracht van de Minister, de heedanigheid van erelid toekennen aan de gewezen leden die meer dan zeven jaar in de commissie gezeteld hebben.

**Art. 23.** De commissie stelt haar door de Executieve goedgekeurd reglement van inwendige orde vast.

In het reglement van inwendige orde wordt het aantal leden bepaald dat wordt aangesteld in elke afdeling van de gewestelijke en provinciale kamers.

**Art. 24.** Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 22 februari 1990 betreffende de bevoegdheden, de organisatie, de samenstelling en het reglement van inwendige orde van de Koninklijke Commissie voor Monumenten, Landschappen en Opgravingen van het Waalse Gewest wordt opgeheven.

Art. 25. Dit besluit treedt in werking op de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 26. De Minister van Ruimtelijke Ordening is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 29 april 1993

De Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,  
belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,

G. SPITAEELS

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Begroting,

R. COLLIGNON

F. 93 — 1574

[C — 27272]

**13 MAI 1993. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon relatif au paiement par acomptes mensuels de la taxe sur les déchets non ménagers à charge de l'exploitant autorisé**

L'Exécutif régional wallon,

Vu le décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne, modifié par le décret du 17 décembre 1992, et notamment l'article 21, alinéa 2;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu l'extrême urgence justifiée par la nécessité de fixer des échéances pour le paiement des acomptes mensuels afin de renforcer l'efficacité des dispositions réglementaires applicables depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1993;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture et du Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Budget,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le redevable de la taxe visée à l'article 12 du décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne ci-après dénommé « le décret » est tenu de procéder au versement d'un acompte mensuel.

**Art. 2.** Le montant de l'acompte mensuel devant être versé est établi sur base de la déclaration mensuelle visée à l'article 22 du décret.

**Art. 3. § 1<sup>er</sup>.** La libération de l'acompte se fait par virement au compte n° 091-2150312-45, intitulé « Taxes déchets — décharges » du receveur des taxes et redevances du Ministère de la Région wallonne, avenue Reine Astrid 39-43, à 5000 Namur.

Le virement doit mentionner, en communication, le code de l'exploitant attribué par l'Office ainsi que le mois et l'année relatifs à la période visée par la déclaration mensuelle.

§ 2. La libération de l'acompte mensuel est effectué tous les mois, au plus tard le quinzième jour ouvrable du mois suivant l'expiration du mois de référence.

**Art. 4.** L'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 17 décembre 1992 relatif au paiement par acomptes mensuels de la taxe sur les déchets non ménagers à charge de l'exploitant autorisé, est abrogé.

**Art. 5.** A titre de disposition transitoire, et sans préjudice des versements déjà effectués à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, la libération des acomptes mensuels relatifs aux mois de janvier 1993, février 1993, mars 1993, avril 1993, mai 1993 et juin 1993 est effectuée au plus tard le 31 juillet 1993.

**Art. 6.** Le Ministre qui a l'environnement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 13 mai 1993.

Le Président de l'Exécutif,  
chargé de l'Economie, des P.M.E. et des Relations extérieures,

G. SPITAEELS

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Budget,

R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

D. 93 — 1574

[C — 27272]

**13. MAI 1993. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive über die Entrichtung durch monatliche Anzahlungen der Abgabe für nichthäusliche Abfälle zu Lasten des zulassenen Betreibers**

Aufgrund des Dekrets vom 25. Juli 1991 über die Veranlagung der Abfälle in der Wallonischen Region, abgeändert durch das Dekret vom 17. Dezember 1992 und insbesondere des Artikels 21 Absatz 2;

Aufgrund des abgegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der äußersten Dringlichkeit, begründet durch die Notwendigkeit, Fälligkeitstermine für die monatlichen Anzahlungen festzulegen, um die Wirksamkeit der seit dem 1. Januar 1993 anwendbaren Verordnungsbestimmungen zu bestärken;